

卷之三

— Ein Dokument der Universität der
Künste Berlin

THE PRACTICE OF LAW

1996, *Journal of the Royal Statistical Society, Series B*, 58, 453-478.

165000 1 60-46201-3

Page 3 of 1000 (1143)

第15回(2013.12.28) おとぎの国をめぐる 人材 CT・HR・人材育成

PITTINGTON v. SOUTHERN

— 16 — *Journal of the Royal Statistical Society, Series B*, 2013, 79, 101–123

22 - 947 - 1993

ANSWERING THE CALL

1860 / 1861, 20 + 21

www.ijerh.info deposit 8

Fig. 2. The Pneumatic

www.ijerph.com

0. The Inertial System

21

SA 1000 SOLDES
au capital de 250.000 Francs
Siège social : 12 Rue de Rieux
44000 NANTES

RCS NANTES B 330.033.044

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 30 JUIN 1993

L'an mil neuf cent quatre vingt treize,
Le trente juin, à neuf heures.

Les actionnaires de la Société "1000 SOLDES" Société Anonyme au capital de 250.000 Francs dont le siège social est à NANTES (44) 12 Rue de Rieux.

Se sont réunis en assemblée générale à caractère mixte au siège social, sur la convocation qui leur a été faite par le Conseil d'Administration suivant lettre recommandée adressée à chacun d'eux, le 9 Juin 1993.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée en entrant en séance par tous les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

Monsieur Jean-Pierre LACOMBE préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Madame Dominique LACOMBE et Monsieur Michel LACOMBE qui sont tant personnellement que comme mandataires les deux plus forts actionnaires présents à l'assemblée, acceptant ces fonctions, sont nommés scrutateurs.

Et Madame Marcelle LACOMBE est choisie comme secrétaire par le Président et les scrutateurs.

Le Président constate que la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau fait ressortir que les actionnaires présents ou représentés possèdent 2.500 actions sur les 2.500 actions ayant le droit de vote et qu'à ces 2.500 actions représentées sont attachées 2.500 voix.

En conséquence, l'assemblée réunissant le quorum requis peut valablement délibérer tant comme Assemblée Générale Ordinaire que comme Assemblée Générale Extraordinaire.

Monsieur Hugues TAUNAY, Commissaire aux Comptes, a été régulièrement convoqué.

Il rappelle ensuite que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- . Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'activité sociale et sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1992. Approbation de ces comptes.
- . Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi sur les sociétés commerciales. Approbation de ces conventions.

JPL M L YL
D

FACE ANNULÉE
art. 905 du C.G.I.

- Quitus aux mandataires sociaux.
- Affectation des résultats.
- Renouvellement du mandat ou nomination de nouveaux administrateurs.
- Renouvellement du mandat ou nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes titulaire.
- Renouvellement du mandat ou nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes suppléant.

2/ Ordre du jour de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Augmentation du capital social d'une somme de 750.000 Francs par incorporation de réserves et création d'actions nouvelles à attribuer gratuitement aux actionnaires.
- Modification corrélatrice des statuts.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- 1/ Un exemplaire de la lettre de convocation appuyée des récépissés de la poste et constatant l'envoi à chaque actionnaire.
- 2/ La feuille de présence de l'assemblée, les pouvoirs des actionnaires représentés et la liste des actionnaires.
- 3/ L'inventaire, les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 Décembre 1992.
- 4/ Les rapports du Conseil d'Administration.
- 5/ Les rapports du Commissaire aux Comptes.
- 6/ Le projet des résolutions qui seront soumises à l'assemblée.
- 7/ Un exemplaire des statuts de la Société.

Le Président déclare que l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe, les rapports du Conseil d'Administration, les rapports du Commissaire aux Comptes, la liste des actionnaires, le projet des résolutions, ainsi que tous les autres documents et renseignements mentionnés aux articles 168 de la loi du 24 Juillet 1966 et 135 du décret n° 67.236 du 23 Mars 1967, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social à compter de la convocation de l'assemblée.

Le Président donne ensuite lecture des rapports du Conseil d'Administration.

Puis, lecture des rapports du Commissaire aux Comptes est faite.

Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion.

La discussion close et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix, les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

JPL M. 7L

FACE ANTI-ACC
art. 905 du C.G.I.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1992, établis selon les mêmes formes et méthodes que l'exercice précédent, les approuve tels qu'ils lui ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice de 32.605,35 Francs.

L'assemblée générale sur rapport du Conseil d'Administration, constate qu'aucune dépense ou charge visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts n'a été engagée au cours de l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966 et statuant sur ce rapport, déclare approuver les conventions qui y sont énoncées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des votants, étant entendu que les parties auxdites conventions n'ont pas pris part au vote.

TROISIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'approbation des résolutions qui précédent, l'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat pendant l'exercice clos le 31 Décembre 1992.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve la répartition des résultats de l'exercice proposée par le Conseil d'Administration, et décide en conséquence que ce bénéfice s'élevant net à la somme de 32.605,35 Francs, sera affecté de la façon suivante :

· Au compte "autres réserves"	32.605,35 F
	=====

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement par action au titre des trois derniers exercices, ainsi que le crédit d'impôt ou d'avoir fiscal correspondant, ont été les suivants :

- Ex. 1989 - Dividende payé : 0 F - crédit d'impôt : 0 F
- Ex. 1990 - Dividende payé : 80 F - crédit d'impôt : 40 F
- Ex. 1991 - Dividende payé : 94 F - crédit d'impôt : 47 F

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat de Monsieur Jean-Pierre LACOMBE, Monsieur Michel LACOMBE et Madame Dominique LACOMBE née KERDEVÉZ, administrateurs

FACE ANNULÉE
art. 905 du C.G.I.

pour une durée de six années, soit jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1998.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Hugues TAUNAY, Commissaire aux Comptes titulaire, mais de nommer la SARL AUDIT ET COMMISSARIAT, dont le siège social est à ANGERS (49) 36 Bis rue Haute de Reculée, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour une durée de six exercices, soit jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1998.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Rémy DOUGE, Commissaire aux Comptes suppléant, mais de nommer Monsieur Jean-Marie COUPET, demeurant à PERIGNY (17) 1 Rue du Château, Commissaire aux Comptes suppléant pour une durée de six exercices, soit jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1998.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F) divisé en 2.500 actions de 100 Francs chacune, d'une somme de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (750.000 F) et de le porter ainsi à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 F).

Cette augmentation de capital est réalisée par incorporation d'une somme de 750.000 Francs prélevée sur le compte "autres réserves".

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

En représentation de l'augmentation de capital décidée sous la résolution précédente, il est créé 7.500 actions nouvelles de 100 Francs chacune, entièrement libérées, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 4 actions nouvelles pour 1 action ancienne.

Les actions nouvelles sont créées jouissance du premier jour de l'exercice en cours. Elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

JPL
ML
DC YL

RECEIVED
MAY 9 1968
201 905 00 C.G.A.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, apporte aux articles 6 et 7 des statuts les modifications suivantes :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

"3° - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Juin 1993, le capital social a été porté à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 F) par incorporation de réserves pour un montant de 750.000 Francs".

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 Francs). Il est divisé en 10.000 actions d'une seule catégorie de 100 Francs chacune, entièrement libérées".

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

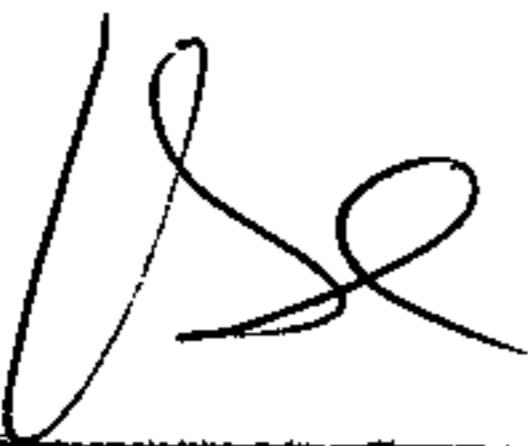
L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à onze heures trente.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture, a été signé par les membres du bureau.

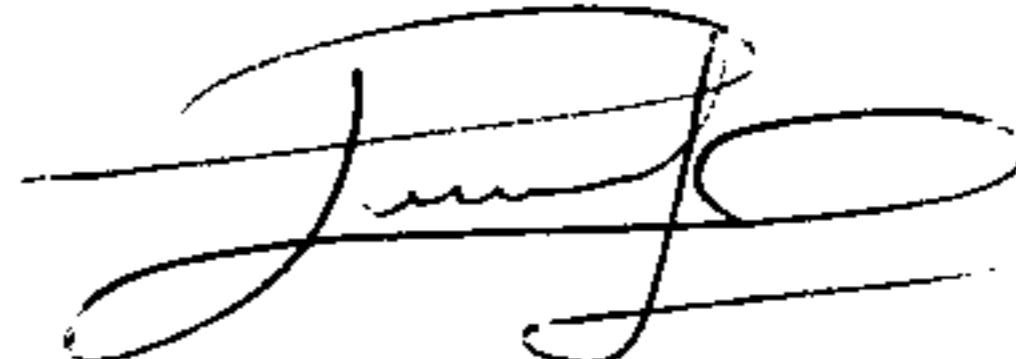
Le Président



Un Scrutateur



Un Scrutateur



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE NANTES SUD LE 28.07.1993.

F° BORD.

REÇU [] DT DE TIMBRE AFF.

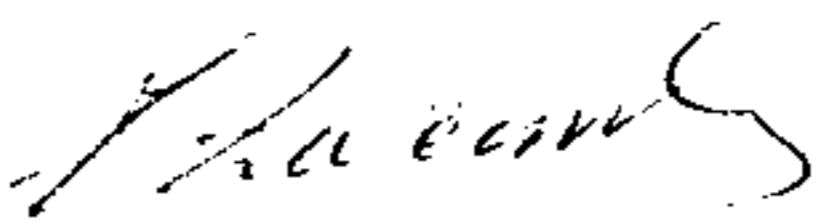
RECUP 20 Timbres à aff.

- Dts D'ENREGIT 750.000 F

3% sur 750.000 F

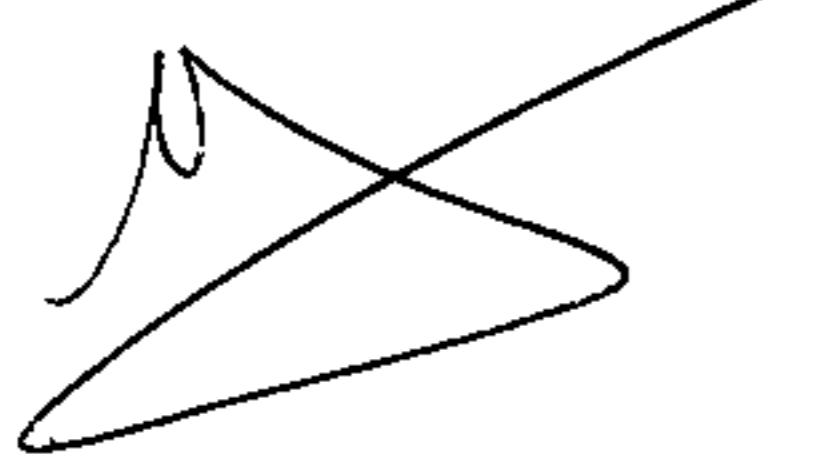
SIGNATURE: 

Le Secrétaire



FACE ANNULER
art 905 av C.R.L.

certifies, certifie
le 30/06/1993



STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée par acte sous signatures privées en date du 21 Avril 1984, enregistré à NANTES-SUD le 10 Mai 1984, Bordereau 136 case 2.

Suivant procès-verbal en date du 16 Février 1987, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé de transformer la société en Société Anonyme avec effet du 16 Février 1987.

La société sous sa nouvelle forme sera régie par la loi du 24 Juillet 1966, le décret du 23 Mars 1967, et par les textes légaux ou réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet : La vente de tous articles neufs ou d'occasion, et accessoirement la restauration de ces articles, et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société a pour dénomination : 1000 SOLDES.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à NANTES (Loire Atlantique) 12 Rue de Rieux.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

1° - Lors de la constitution de la société, il a été apporté :

Par Monsieur Michel LACOMBE, la somme de VINGT CINQ MILLE FRANCS, ci	25.000 F
Par Monsieur Jean-Pierre LACOMBE, la somme de VINGT CINQ MILLE FRANCS, ci	25.000 F

TOTAL DES APPORTS	50.000 F

2° - Par suite de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 Février 1987 le capital social a été augmenté et porté à 250.000 Francs, par voie d'incorporation directe au capital de la somme de 200.000 Francs, prélevée sur le compte "report à nouveau", et par la création de 2.000 parts nouvelles de 100 Francs chacune, attribuées aux associés à raison de 4 parts nouvelles pour 1 part ancienne.

3° - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Juin 1993, le capital social a été porté à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 F) par incorporation de réserves pour un montant de 750.000 Francs.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 Francs). Il est divisé en 10.000 actions d'une seule catégorie de 100 Francs chacune, entièrement libérées.

ANNEXE 3 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire qui la décide statue aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires.

L'assemblée générale peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélatrice des statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les actionnaires seront admis à souscrire ces actions tant à titre irréductible qu'à titre réductible dans les conditions prévues à l'article 184 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le Conseil pourra répartir les actions de numéraire qui ne seraient pas souscrites tant à titre irréductible que réductible. Compte tenu de cette répartition, le Conseil pourra, si l'assemblée l'a expressément prévu, décider de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous réserve que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée. A défaut l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

La renonciation éventuelle au droit préférentiel de souscription se fera conformément à la loi.

En cas d'apports en nature ou de stipulation d'avantages particuliers, un ou plusieurs Commissaires aux apports sont désignés, conformément aux dispositions de l'article 193 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions prévues par la loi et les règlements ; l'assemblée peut déléguer tous pouvoirs au Conseil à l'effet de la réaliser.

Les droits des créanciers et obligataires seront exercés et protégés conformément à l'article 216 modifié de la loi du 24 Juillet 1966.

L'achat ou la prise en cage par la société de ses propres actions sont interdits, sauf dispositions légales.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, savoir un quart au moins lors de la souscription, et le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est appelé par le Conseil d'Administration aux conditions et modalités qu'il fixera sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximum de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque actionnaire trente jours au moins à l'avance.

A défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au

taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Sauf cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, ou encore, à un autre actionnaire, la cession des actions à un tiers, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

En cas de cession à un tiers, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et domicile du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société. L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai prévu alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le cédant sera invité par le Conseil d'Administration à signer le document correspondant dans le délai fixé.

Si le cédant n'a pas déféré à cette invitation dans le délai imparti, la cession sera régularisée d'office par simple déclaration du Conseil d'Administration, puis sera notifiée au cédant dans un délai déterminé avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de vente, soit personnellement, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers d'actions ou de droits attachés à ces actions.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Toute action donne droit en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement.

Le droit de vote attaché à chaque action démembrée ou non est exercé conformément à la loi.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion, ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 14 - NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un Conseil composé de 3 à 12 membres pris parmi les actionnaires. Les personnes âgées de plus de 70 ans ne peuvent être administrateurs ; lorsqu'elles dépassent cet âge en cours de mandat, elles sont réputées démissionnaires d'office lors de la plus prochaine assemblée générale.

Les premiers administrateurs ont été désignés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 Février 1987.

Au cours de la vie sociale, les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire pour six ans et rééligibles. Les sociétés qui font partie du Conseil d'Administration doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations qu'un administrateur personne physique.

Pendant toute la durée de son mandat, chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins, affectée à la garantie de tous les actes de la gestion, conformément à la loi ; elles sont inaliénables.

ARTICLE 15 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou de la moitié de ses membres, au lieu désigné dans la convocation, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Le mode de convocation est déterminé par le Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres en fonction, avec un minimum de deux membres, est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu un registre de présence signé par les administrateurs assistant à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés : en cas de partage la voix du président de la séance est prépondérante. Toutefois, si deux administrateurs seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises d'accord.

Le Conseil peut choisir un secrétaire même en dehors de ses membres.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signées par le Président de séance et au moins un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiées par le Président du Conseil d'Administration, le directeur général, ou le fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi, de par la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du Conseil d'Administration est inopposable aux tiers.

Tes cautions, avals et garanties, donnés par la société, font obligatoirement l'objet d'une autorisation du Conseil.

Les dispositions des articles 101 à 106 de la loi du 24 Juillet 1966 sont applicables aux conventions conclues, directement ou par personnes interposées, entre la société et l'un des administrateurs ou directeurs généraux.

ARTICLE 17 - DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres pour la durée qu'il détermine, sans pouvoir excéder celle de son mandat d'administrateur, un président qui doit être une personne physique et peut être indéfiniment réélu. Toutefois, quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été confiées, les fonctions du président prennent fin de plein droit lors de la réunion de la première assemblée générale tenue dans l'année où il atteint 65 ans.

Le Président du Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées ou qu'elle réserve spécialement au Conseil d'Administration. Il a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer, pour l'assister, un directeur général. Le directeur général est obligatoirement une personne physique. Le directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration sur la proposition du Président. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, il conserve, sauf décision contraire du Conseil, ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président. La rémunération du président et du directeur général est fixé par le Conseil d'Administration. L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par le Conseil d'Administration en accord avec son Président. Toutefois, lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Les fonctions du directeur général prennent fin de plein droit lors de la réunion de la première assemblée générale ordinaire tenue dans l'année où il atteint 65 ans.

Si le capital social est au moins égal à 500.000 F deux directeurs généraux peuvent être nommés.

Tous les actes engageant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, les établissements de crédit et de banques, les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce doivent être signés soit par le Président du Conseil ou l'administrateur spécialement désigné pour le remplacer en cas d'empêchement, soit par le ou un directeur général à moins qu'une délégation donnée à un seul ou à plusieurs mandataires avec pouvoir d'agir ensemble ou séparément, les cautions, avals et garanties devant obligatoirement faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions légales.

La justification des pouvoirs sera fournie par l'extrait du procès-verbal de la délibération qui les aura établis.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale annuelle peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit ces rémunérations entre ses membres comme il l'entend.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire suivant la procédure prévue à l'article 22 ci-après.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS ET DE LA DIRECTION GENERALE

Le Président, les administrateurs ou les directeurs généraux de la société sont responsables, envers la société, ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion, le tout dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires suppléants remplissant les conditions fixées par la loi et les règlements.

Les commissaires sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Ils sont rééligibles. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

ARTICLE 21 - REGLES COMMUNES A TOUTES LES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées d'actionnaires sont convocées dans les conditions fixées par la loi, notamment les actions étant nominatives, la convocation pourra être faite, aux frais de la société, par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu de la même ville suivant les indications figurant dans les avis de convocation.

L'ordre du jour est arrêté conformément à l'article 160 modifié de la loi du 24 Juillet 1966 et aux articles 128 à 131 du décret du 23 Mars 1967 modifié.

Les titulaires d'actions nominatives, depuis cinq jours au moins avant l'assemblée, peuvent assister ou se faire représenter à l'assemblée sans formalité préalable.

Un actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un autre actionnaire ou son conjoint. La procuration spécifique pour chaque assemblée est signée par le mandant qui indique ses nom, prénoms et domicile.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires. Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents et acceptants de l'assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix tant en leur nom que comme mandataire.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ; ces procès-verbaux doivent être inscrits sur un registre tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés, soit par le Président du Conseil d'Administration ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général, soit par le secrétaire de l'assemblée.

ARTICLE 22 - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée de nouveau selon les formes prescrites à l'article 21. Dans cette seconde réunion, les délibérations prises sur le même ordre du jour que la précédente réunion sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale ordinaire peut prendre toutes les décisions autres que celles ayant pour effet de modifier directement ou indirectement les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes annuels, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête du Conseil d'Administration.

ARTICLE 23 - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles. Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale extraordinaire est convoquée de nouveau selon les formes légales en reproduisant l'ordre du jour et indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée ; elle délibère valablement si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire peut statuer aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Dans les assemblées générales extraordinaire à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix. Le mandataire d'un actionnaire dispose des voix de son mandant dans les mêmes conditions et la même limite.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 25 - COMPTES

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et une annexe. Il établit en outre un rapport de gestion écrit.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

A compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la réunion, tout actionnaire peut prendre au siège social connaissance des documents dont la communication est prévue par les lois et les règlements en vigueur.

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

L'assemblée décide souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs ; elle détermine notamment la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélevements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélevement sur les réserves.

ARTICLE 27 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les dividendes des actions sont payées aux époques et lieux fixées par l'assemblée ou par le Conseil d'Administration dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.

ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par l'assemblée est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales ayant trait au montant minimum du capital des sociétés anonymes, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

À défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, l'assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil d'Administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif. Sauf les restrictions que l'assemblée générale peut y apporter, ils ont, à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Une assemblée extraordinaire est nécessaire pour consentir une cession globale de l'actif, un apport de l'actif à une autre société, procéder à toutes opérations de fusion, ou scission, apporter aux statuts, toutes modifications correspondant aux besoins de la liquidation.

En cas de décès, démission ou empêchement du ou des liquidateurs, l'assemblée convocée par l'actionnaire le plus diligent pourvoit à leur remplacement.

Le produit de la liquidation est employé d'abord à éteindre le passif. Après ce paiement et le règlement des frais de liquidation, l'excédent sera réparti à titre de remboursement de capital en premier lieu et de distribution de boni de liquidation ensuite.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, les administrateurs, ou les commissaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux de commerce.

Fait à NANTES le 16 Février 1987
Date de la transformation de la
Société en SA

1000 SOLDES
Société Anonyme
au capital de 1.000.000 Francs
Siège social : 12 Rue de Rieux
44000 NANTES

RCS NANTES B 330.033.044

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jean-Pierre LACOMBE
demeurant à VERTOU (44) "La Robardière"
- Madame Dominique LACOMBE née KERDEVEZ
demeurant à VERTOU (44) "La Robardière"
- Monsieur Michel LACOMBE
demeurant à CORNE (49) "Les Dublières"

Agissant en qualité de seuls administrateurs de la Société Anonyme "1000 SOLDES",

Font les déclarations suivantes en application de l'article 6 alinéa 3 de la Loi du 24 Juillet 1966 à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES, concernant l'augmentation du capital social porté de 250.000 Francs à 1.000.000 Francs.

1 - Aux termes d'une délibération en date du 30 Juin 1993, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, régulièrement convoquée et ayant délibéré selon les règles de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires a décidé, sur le rapport du Conseil d'Administration, d'augmenter le capital social d'une somme de 750.000 Francs par incorporation de réserves et de la porter ainsi de 250.000 Francs à 1.000.000 Francs.

Cette augmentation de capital a été réalisée par création de 7.500 actions nouvelles de 100 Francs chacune, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 4 actions nouvelles pour 1 action ancienne.

L'Assemblée a modifié en conséquence les articles 6 et 7 des statuts.

2 - L'insertion légale de l'augmentation de capital a été publiée dans le Journal habilité à recevoir les annonces légales " ", le

3 - Sont déposés au Greffe avec la présente déclaration rédigée en trois exemplaires, deux originaux enregistrés du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 30 Juin 1993 et des statuts modifiés.

Comme conséquence de la déclaration qui précède, les soussignés affirment sous leur responsabilité et les peines édictées par la Loi, que l'augmentation de capital susmentionnée a été décidée et réalisée en conformité de la Loi et des règlements.

Fait en trois exemplaires,
A NANTES, le 23 Juillet 1993

Jean-Pierre LACOMBE

Dominique LACOMBE

Michel LACOMBE